



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DU GARD

Direction régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Languedoc-Roussillon

Nîmes, le 1^{er} février 2012

Unité Territoriale Gard-Lozère
Subdivision ICPE Gard-Sud
362, rue Georges Besse
30035 NIMES CEDEX 1

INSTALLATIONS CLASSEES

OBJET : Demande d'autorisation d'exploiter une plate-forme constituée d'une déchetterie et d'un centre de transit, de regroupement et de broyage de déchets verts.

DESIGNATION DE L'EXPLOITANT :

Communauté de Communes de Petite Camargue
145 avenue de la Condamine BP 10
30600 VAUVERT.

ETABLISSEMENT CONCERNE :

Déchetterie et centre de transit, de regroupement et de broyage de déchets verts
Zone industrielle, ZAC Pôle d'activités des Costières,
lieu dit Le Fiaou, parcelles n°s 146p, 163 et 324 de la section AA du plan cadastral de la commune de Vauvert.

RAPPORT AU CONSEIL DEPARTEMENTAL DE L'ENVIRONNEMENT ET DES RISQUES SANITAIRES ET TECHNOLOGIQUES

1 - RAPPEL DES FAITS.

Par courrier en date du 27 avril 2011, reçu le 17 mai 2011 et adressé à M. le préfet du Gard, Mme BOUVIER Reine présidente de la Communauté de Communes de Petite Camargue a sollicité l'autorisation de procéder à l'extension de la surface de la déchetterie de Vauvert et à la création d'une nouvelle activité de transit, de regroupement et de broyage de déchets verts.

2 - RENSEIGNEMENTS SOMMAIRES SUR L'ETABLISSEMENT.

La Communauté de Communes de Petite Camargue regroupe les communes de Vauvert, Beauvoisin, Aubord, Aimargues et Le Cailar, elle représente une population d'environ 24 000 habitants.

La Communauté de Communes a pris dès sa création la compétence relative à la collecte des déchets. Elle gère quatre déchetteries situées sur Vauvert, Beauvoisin, Aimargues et Le Cailar.

Horaires d'ouverture : 8h30-12h30 / 13h30-17h30

Tél. : 33 (0) 4 34 46 64 00 - fax : 33 (0) 4 67 15 68 00

520, allée Henri II de Montmorency

CS 69007

34064 Montpellier cedex 02

Elle a décidé de regrouper sur le site de la déchetterie de Vauvert l'ensemble des déchets verts collectés sur les 4 déchetteries, de les broyer sur place, puis de diriger le broyat vers des plates-formes de compostage.

La déchetterie existante relevait du régime de la déclaration au titre de la réglementation des installations classées. Elle a fait l'objet du récépissé de déclaration N°05.015 N du 7 février 2005.

Site d'implantation

Le site de Vauvert s'étend sur une surface de 5 613 m² ; il se trouve au lieu-dit le Fiaou et comprend les parcelles n°s 146p, 163 et 324 de la section AA (anciennement B1) du plan cadastral.

Le terrain est situé dans l'extension de la zone industrielle de Vauvert, au niveau de la Zone d'activités (ZAC) dite Pôle d'activités des Costières. Cette ZAC se trouve à l'est de la voie communale n°13 qui délimite la zone industrielle, à environ 1 500 m du centre de l'agglomération. Les habitations les plus proches se trouvent à environ 600 m, à l'exception d'une villa isolée située dans la zone d'activités, à 100 m au nord de la déchetterie.

Le terrain est à ce jour, entouré de terrains en friches.

Les établissements à caractère industriel les plus proches sont les Stés ARANDA-TP, RECOVER, DEBRASEL, UFAB et la distillerie UDM (ex FINEDOC). Ces installations sont situées dans le périmètre de la zone industrielle du mas Barbet.

Document d'urbanisme

Le terrain est classé en zone VAU au plan local d'urbanisme de Vauvert. Il s'agit d'une zone à urbaniser destinée à recevoir des activités multiples à caractères de service, industriel, commercial ou artisanal dans le cadre d'opérations d'ensemble. Le règlement n'y interdit pas les installations classées soumises à autorisation.

Le site se trouve à l'extérieur du PPR inondation du moyen Vistre de la commune de Vauvert, il ne se trouve donc pas en zone inondable.

Environnement naturel

Le site se trouve à l'extérieur des périmètres de protection éloignés des captages d'alimentation en eau potable situés sur les communes de Vauvert et de Vestric-et-Candiac. Les plus proches se trouvent à 1 km du site.

Le cours d'eau non permanent le plus proche est le Vallat de la Reyne, à 500 m au sud. Ce ruisseau est un affluent du Vistre, dont la confluence se trouve à 3 500 m en aval du site.

3 - CONSISTANCE DES INSTALLATIONS.

La déchetterie existante, d'une surface de 2 400 m², comprend :

- une rampe d'accès,
- un local d'accueil,
- un local technique,
- 10 quais de déchargement avec bennes,
- des conteneurs étanches pour les huiles usagées, les déchets dangereux des ménages, et les DEEE.

L'extension de la déchetterie, sur une surface de 2 400 m², permettra le stockage temporaire des déchets verts produits par les 4 déchetteries de la communauté de communes, en attente de leur broyage, puis de leur évacuation vers des plates-formes de compostage.

Le pétitionnaire a prévu la réalisation d'une campagne de broyage par mois, sauf en période hivernale, à l'aide d'un broyeur mobile d'une puissance de 430 CV et d'une capacité de traitement de 200 t/j. Le pétitionnaire s'est engagé à évacuer le broyat dans les 24 h qui suivront l'opération de broyage.

L'opération de broyage sera effectuée par un sous-traitant.

Le pétitionnaire a prévu de traiter environ 3 223 tonnes de déchets verts par an.

Le site emploie 2 permanents.

4 - NATURE DES INSTALLATIONS CLASSEES.

La déchetterie existante est visée à la rubrique n°2710-2 de la nomenclature. Son extension de superficie conduit à son classement sous la rubrique n°2710-1, du fait de l'augmentation de sa surface.

Pour ce qui est des nouvelles activités prévues dans la demande d'autorisation, elles relèvent des rubriques n°s 2716-2° et 2791-1° de la nomenclature des installations classées.

L'établissement est donc globalement soumis à autorisation pour les rubriques principales n°s 2710-1 et 2791-1°.

Le détail du classement est précisé à l'article 1.4 du projet d'arrêté joint au présent rapport.

5 - ETUDE TECHNIQUE - EXAMEN DES NUISANCES.

5.1 Rejets aqueux.

L'établissement est alimenté en eau potable à partir du réseau communal de Vauvert pour ses usages domestiques et par le réseau de la Compagnie du Bas Rhône pour l'arrosage des espaces verts.

Il n'est pas prévu la réalisation de captage d'eau souterraine.

Les eaux résiduaires ont pour origine les eaux usées des sanitaires. Ces eaux sont dirigées vers le réseau d'assainissement de la zone d'activités qui rejoint la station d'épuration communale.

Les eaux pluviales rejoignent le milieu naturel, constitué par le fossé d'évacuation des eaux météoriques de la ZAC.

Les eaux de la déchetterie actuelle transitent, avant rejet, par un déboureur séparateur d'hydrocarbures d'une capacité de traitement de 33 l/s, garantissant une concentration en hydrocarbures totaux, inférieure à 10 mg/l. L'appareil est muni d'un déversoir d'orage.

L'extension de la déchetterie, conduira à imperméabiliser une nouvelle surface de 2 400 m². Les eaux de pluie transiteront par un deuxième déboureur séparateur d'hydrocarbures, d'une capacité de traitement de 25 l/s, pour un débit admissible de 125 l/s, avant de rejoindre un bassin d'orage de 240 m³ de capacité, puis le fossé d'évacuation des eaux météoriques de la ZAC.

Pour répondre à la demande de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer (DDTM), le volume du bassin d'orage devra être porté à au moins 480m³, pour prendre en considération la totalité de la surface imperméabilisée qui est de 4 800 m² (2 400 m² existant et 2 400 m² d'extension). Par ailleurs les eaux de ruissellement amont, devront être détournées de la plateforme.

Pour ce qui est du risque d'inondation, le site se trouve à l'extérieur du PPR inondation du moyen Vistre de la commune de Vauvert.

Au niveau de la prévention de la pollution accidentelle des eaux :

- les déchets dangereux collectés par la déchetterie (DEEE, et DTQD) sont entreposés dans des bacs étanches en rétention, installés dans un local à l'abri de la pluie,
- les huiles usagées seront stockées dans un réservoir étanche, associé à une cuvette de rétention,
- en cas d'incendie, les eaux d'extinction de l'extension, seront confinées sur place par la mise en place d'un obturateur sur le réseau d'évacuation des eaux de pluie, positionné en amont du déboureur séparateur d'hydrocarbures, permettant la mise en charge de l'aire bétonnée formant un bassin étanche d'un volume de 240 m³.

5.2 Air.

Les sources de pollution atmosphérique sont limitées aux envois d'éléments légers, aux poussières générées par les opérations de broyage, aux odeurs de végétaux et aux gaz d'échappement des véhicules et engins présents ou circulant sur le site.

Les mesures adoptées pour prévenir ces nuisances sont:

- la mise en place d'une clôture grillagée, à maille fine,
- la mise en place de filets de protection sur les bennes de transports,
- la conformité des moteurs des véhicules au code de la route,
- la circulation des véhicules sur des pistes et des aires goudronnées,

- l'utilisation de broyeurs munis de rampe de pulvérisation d'eau pour humidifier les déchets verts,
- l'évacuation des broyats dans les 24 h qui suivent leur broyage.

5.3 Bruit.

L'exploitant a prévu le fonctionnement du site uniquement durant la période diurne.

L'étude d'impact a évalué les niveaux sonores générés par les opérations de broyage à partir des mesures du bruit résiduel réalisées de jour en limite de propriété et chez les riverains les plus proches et d'une évaluation du niveau sonore du broyeur et du chargeur d'alimentation. Pour respecter les critères d'émergence dans les zones où l'émergence est réglementée, le pétitionnaire a prévu la mise en place de deux merlons de 2,50 m de hauteur, positionnés en limite est et ouest de la zone de broyage, faisant office d'écran acoustique.

En limite de propriété les niveaux sonores prévisionnels sont, de jour, inférieurs à 70 dB(A). Chez le riverain le plus proche, distant de 165 m des sources de bruit, l'émergence prévisionnelle, diurne s'élève à 4,83 dB(A) [51,33 dB(A) – 46,5 dB(A)], elle est inférieure à la valeur limite fixée à 5 dB(A) le jour. Il est prévu la réalisation d'une mesure du bruit ambiant au moment de la mise en route de l'installation, afin de s'assurer de la conformité des niveaux sonores réellement perçus.

5.4 Déchets.

La déchetterie a pour objet le tri à la source et le transit des déchets, autres que les ordures ménagères, apportés par les particuliers et les artisans, en vue d'optimiser les coûts de transport et d'élimination.

L'adjonction de l'activité de transit et de regroupement des déchets verts produits par les 3 autres déchetteries de la communauté de communes, s'inscrit dans cette même démarche.

Les flux de déchets qui transiteront sur le site sont constitués par :

- les apports des habitants de Vauvert, soit environ 3 858 t/an,
- les apports de déchets verts des habitants de Vauvert, soit environ 1 030 t/an,
- les apports de déchets verts en provenance des autres déchetteries, soit environ 2 193 tonnes de déchets verts par an.

Le site est dimensionné pour traiter environ 8 500 tonnes de déchets par an.

Les déchets triés (papiers, cartons, plastiques, ferrailles,..) sont valorisés dans des filières dûment autorisées.

Les déchets qui ne peuvent être valorisés sont éliminés, soit en centres de stockage (encombrants non incinérables) soit par incinération, avec valorisation énergétique (huiles usagées, DTQD, encombrants incinérables).

Les déchets verts sont valorisés, par compostage, sur une plate forme extérieure au site, pour la fabrication d'amendement organique conforme à la norme NFU44.051.

5.5 Transports.

Le trafic induit par la déchetterie comprend les voitures des habitants apporteurs de déchets. Ce trafic n'est pas affecté par l'extension d'activité du site.

L'augmentation du trafic poids lourds est liée aux camions d'apport des déchets verts en provenance des autres déchetteries et d'évacuation des broyats de déchets verts. Ce trafic supplémentaire est estimé à 766 rotations par an, soit une augmentation de trafic de 69%. La densification des déchets verts par broyage, réduit le trafic sortant de 20 à 30%, néanmoins, il ne permet pas de compenser le trafic lié aux apports des autres déchetteries.

L'accès au site s'effectue par le CD135 (11 943 v/j), puis le CD 56 (9 311 v/j), puis l'avenue Ampère et enfin la voie communale n° 13 qui a été aménagée dans le cadre de la réalisation de la ZAC.

Les aménagements routiers du secteur et de la zone d'activités permettent d'absorber cette augmentation du trafic.

5.6 Impact sanitaire.

Le volet sanitaire de l'étude d'impact a évalué les effets potentiels sur la santé des populations avoisinantes, par une approche qualitative, de l'ensemble des émissions induites par l'établissement.

Cet examen a pris en compte la localisation des zones habitées qui se trouvent à 600 m au sud du site. L'étude n'a pas, compte tenu de la nature des activités exercées et de la nature des déchets manipulés, identifié de substances pouvant générer un impact sanitaire significatif sur l'environnement et les populations proches de l'établissement.

5.7 Faune, flore, paysage.

L'étude a examiné la situation de l'établissement vis-à-vis des zones naturelles et des sites remarquables réglementés. Il se trouve à l'extérieur de telles zones et en particulier des ZNIEFF de type 1 « Costières de Beauvoisin » et « Plaine entre Vistre et Rhône ».

Pour ce qui est des zones Natura 2000, la plus proche se trouve à environ 750 m au nord du site, il s'agit de la zone de protection spéciale « Costières Nîmoises FR9112015 ».

L'étude d'impact a procédé à une évaluation simplifiée de l'incidence du projet sur cette zone de protection spéciale. La conclusion de l'étude est que, compte tenu de la nature des activités exercées, de la faible surface occupée par le projet, de sa localisation à l'intérieur d'une ZAC accolée à une zone industrielle existante, de l'absence d'espèce ayant fait l'objet de la désignation de la ZPS dans le secteur, le projet n'aura pas d'incidence sur la fonctionnalité de la ZPS.

Le site se trouve par ailleurs à l'extérieur des aires AOC.

L'impact paysager de l'activité existante est limitée de par la présence de végétaux et de levées de terre. Pour l'extension, il est prévu la mise en place d'une clôture grillagée, doublée par des haies et la limitation de la hauteur des tas de déchets verts à 1,5 m.

5.8 Risques d'incendie et d'explosion.

L'étude de dangers a été menée à partir d'une analyse préliminaire des risques et de l'analyse de l'accidentologie externe (BARPI). Elle a permis d'évaluer la probabilité et la gravité des accidents potentiels, de positionner les accidents dans la grille de criticité, compte tenu des barrières de protection et de prévention des risques prévues.

Cette étude répond aux dispositions de l'arrêté ministériel du 29 septembre 2005 relatif à l'évaluation et à la prise en compte de la probabilité d'occurrence, de la cinétique, de l'intensité des effets et de la gravité des conséquences des accidents potentiels dans les études de dangers des installations classées soumises à autorisation.

Le principal risque identifié est le risque d'incendie du stock de déchets verts dont le volume est limité à 400 m³, fractionné en 2 tas de 200 m³, distants de 10 m.

L'étude a modélisé l'incendie de chacun de ces 2 tas de déchets et a évalué les flux thermiques correspondants aux seuils des effets irréversibles (3 kW/m²), des effets létaux (5 kW/m²) et des effets létaux significatifs (8 kW/m²). Il n'y a pas d'effet domino entre les 2 tas compte tenu de la distance d'isolement de 10 m.

Du fait du fractionnement du stockage, les flux thermiques ne sortent pas des limites de l'établissement.

En conséquence, le niveau de gravité est considéré comme « modéré » dans la grille de cotation de l'arrêté ministériel du 29 septembre 2005 susvisé, ce qui permet, compte tenu de la probabilité d'occurrence du sinistre, de classer l'incendie dans la grille de criticité, dans la zone de risque moindre (zone de risque acceptable).

L'étude a considéré que les fumées dégagées par l'incendie du stockage de déchets verts seraient sans conséquence sur la qualité de l'air ambiant.

Les moyens de lutte contre l'incendie prévus, comprennent :

- des extincteurs,
- une prise d'eau sur le réseau BRL,
- un poteau d'incendie externe au site d'un débit unitaire de plus de 60 m³/h, situé devant le portail d'entrée à la déchetterie.

6 - ENQUETES PUBLIQUE ET ADMINISTRATIVE.

Par lettre du 16 janvier 2012, M. le préfet du Gard nous a fait parvenir le dossier d'enquête publique et de consultation administrative auxquelles il a fait procéder.

6.1 Enquête administrative.

Le tableau, ci-après, résume les observations émises par les services consultés.

Services	Date de l'avis	Avis
Service Territorial de l'Architecture et du Patrimoine	12 juillet 2011	Pas d'observation
Institut national de l'origine et de la qualité	29 juillet 2011	Avis favorable
Service Régional de l'Archéologie Languedoc-Roussillon	1er août 2011	Pas d'observation
Agence Régionale de Santé Languedoc-Roussillon-Délégation territoriale du Gard	23 août 2011	Avis favorable
Direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi (DIRECCTE) U.T du Gard	23 août 2011	Avis favorable sous réserve du respect de certaines règles du code du travail relatives à l'organisation de la circulation engins/piétons, la protection des salariés contre l'empoussièrément généré par le broyage des déchets verts et la mise en place de douches.
Direction Départementale des Territoires et de la Mer (DDTM)	26 septembre 2011	A fait des remarques concernant la gestion des eaux pluviales du site. Elles portent sur : <ul style="list-style-type: none"> • l'étendue du bassin versant dont les eaux sont interceptées par la déchetterie dont l'intégralité doit être prise en compte et non la seule surface de la déchetterie, • l'intégration de la totalité de la surface de la plateforme pour le calcul du dimensionnement du bassin d'orage. En conséquence le volume dudit bassin de 240 m ³ est insuffisant pour une installation d'une surface d'environ 0,60 ha (soit 600 m ³ , pour respecter la règle de 100 l/m ²).

6.2 Enquête publique.

L'enquête publique a été prescrite par arrêté préfectoral en date du 27 septembre 2011. Elle s'est déroulée du 24 octobre 2011 au 25 novembre 2011 inclus à la mairie de Vauvert Elle a donné lieu à une seule observation écrite du public. Cette observation concerne le référencement cadastral des parcelles sur lesquelles porte la demande, pour lequel la section cadastrale annoncée dans le dossier (B1 au lieu de AA) est erronée. Le plaignant considère que cette erreur a « vicié » la procédure en ne permettant pas aux habitants des communes situées dans le rayon d'affichage de se sentir concernés par les nuisances du projet et donc à ne pas faire valoir leurs observations. Il a joint au registre d'enquête une lettre en date du 23 novembre 2011 de son avocat qui reprend et développe cet argument.

Monsieur Guy PENNACINO, commissaire-enquêteur, a émis le 16 décembre 2011, un avis favorable à l'extension du site en suggérant que l'étude de faisabilité économique du projet soit affinée pour prendre en compte l'évolution prévisible des quantités de déchets à traiter du fait de l'arrêt des apports de déchets verts en provenance de Générac en fin d'année 2012. Pour ce qui est de l'erreur de numérotation des parcelles, il a considéré qu'elle n'a pas pu entraîner de confusion sur la situation du projet puisque l'actuelle déchetterie est bien connue et identifiée des habitants de Vauvert et de ceux des villages voisins.

6.3 Le conseil municipal de Vestric et Candiac a délibéré favorablement, sur le dossier le 24 novembre 2011.

Les autres conseils municipaux y compris celui de Vauvert, n'ont pas délibéré dans les délais réglementaires de 15 jours suivant la clôture du registre d'enquête.

7 ANALYSE DES RESERVES.

Concernant les remarques formulées par la DDTM, nous proposons d'adopter les mesures ci-après pour les prendre en compte :

- limitation de l'étendue du bassin versant dont les eaux sont interceptées par la déchetterie : détournement des eaux de ruissellement amont, de la plate-forme,
- capacité du bassin d'orage initialement prévue à 240 m³ : augmentation du volume à 480 m³, sur la base d'une surface totale imperméabilisée de 4 800 m².

Concernant l'erreur sur la section cadastrale, elle a pour origine la nouvelle numérotation des parcelles. La section B1 correspond à l'ancienne numérotation. Le plan du cadastre et le plan d'ensemble font référence à la nouvelle section (AA). Par ailleurs les références, dans le dossier et dans l'arrêté portant ouverture de l'enquête publique, du lieu dit « Le Fiaou » et de la zone industrielle -ZAC pôle d'activités des Costières, sont de nature à localiser le site sans difficulté et sans ambiguïté. De plus il s'agit de l'extension d'un site existant, déjà connu et fréquenté par les habitants du secteur. Ainsi la remise en cause de la procédure ne paraît pas devoir être retenue.

Enfin pour ce qui est de la suggestion émise par le commissaire enquêteur, de réexamen de la faisabilité économique du projet, cette demande ne remet pas en cause les capacités technique et financière de la collectivité qui porte le projet et donc la recevabilité de la demande, au titre de la réglementation des installations classées. Nous proposons de ne pas retenir la recommandation du commissaire enquêteur.

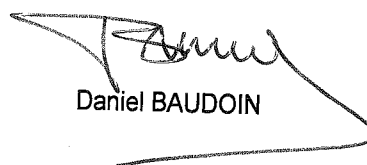
8 CONCLUSION.

En l'absence d'avis défavorable recueilli lors de l'enquête publique et de la consultation des services et compte tenu :

- de la localisation du site, en zone d'activités multiples à caractères de service, industriel, commercial ou artisanal,
- des mesures constructives, d'aménagement et d'exploitation prévues par le pétitionnaire,

l'inspection des installations classées propose aux membres du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques d'émettre un avis favorable à cette demande d'autorisation présentée par la Communauté de Communes de Petite Camargue aux conditions détaillées dans le projet d'arrêté ci-joint.

L'inspecteur des Installations Classées



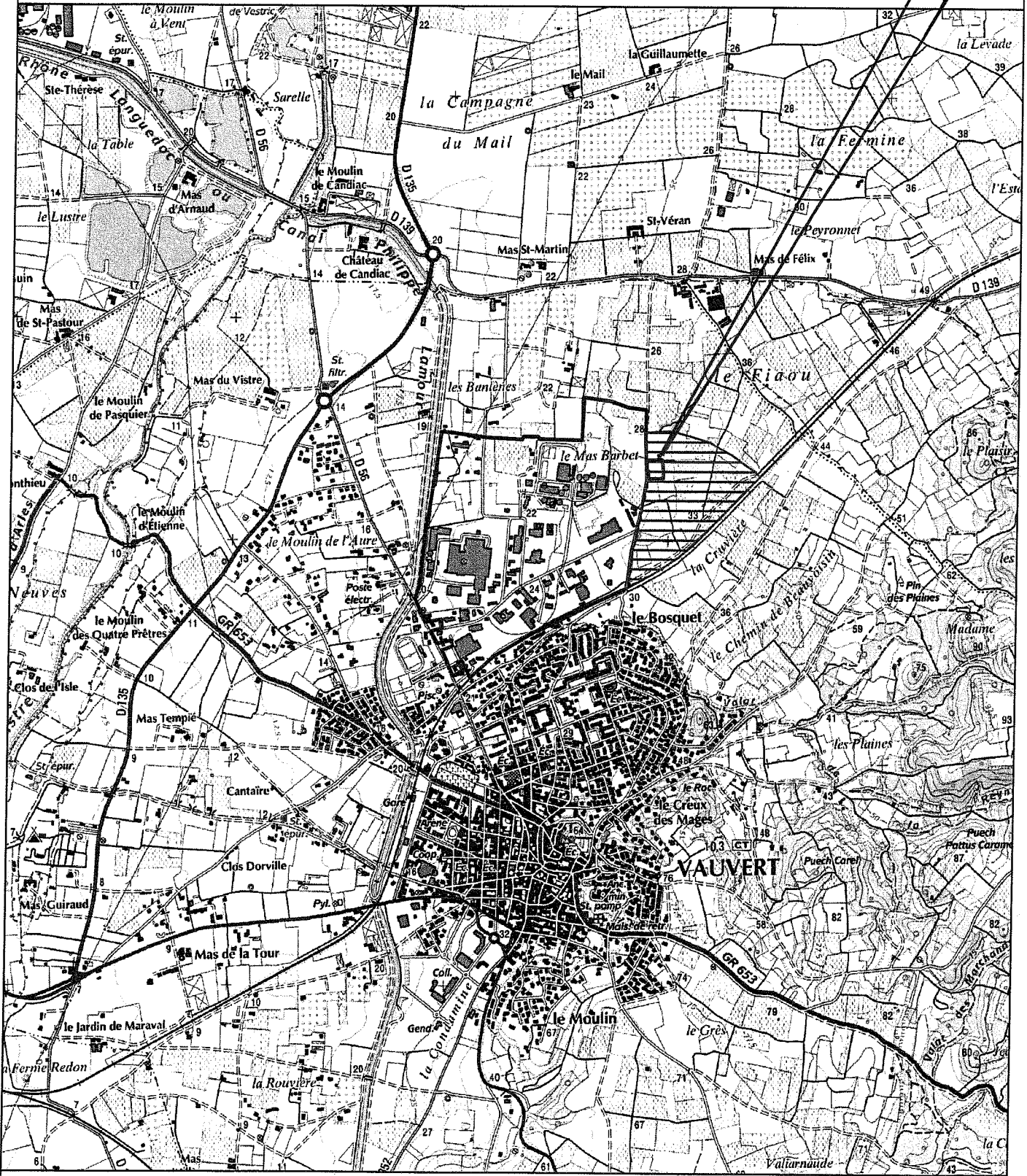
Daniel BAUDOIN

Vu, adopté et transmis
Nîmes, le 1^{er} février 2012
Le chef de la subdivision,






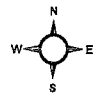
Philippe NICOLET

PLAN DE LOCALISATION DE LA DECHETTERIE



Légende

-  Emprise du projet
-  ZAC Pôle d'activité des Costières
-  ZI Mas Barbet



0 250 500 1 000 Mètres



1:25 000

PROJET

ARRETE PREFECTORAL N°

autorisant l'extension de la surface de la déchetterie de Vauvert et la création d'une nouvelle activité de transit, de regroupement et de broyage de déchets verts, exploitées par la **Communauté de Communes de Petite Camargue** à VAUVERT.

Le préfet du Gard,

Chevalier de la Légion d'honneur,

- VU** le titre 1^{er} du livre V du code de l'environnement, relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement ;
- VU** le titre IV du livre V du code de l'environnement relatif à l'élimination des déchets et à la récupération des matériaux ;
- VU** le livre V de la partie réglementaire du code de l'environnement ;
- VU** le récépissé de déclaration N°05.015 N du 7 février 2005 réglementant le fonctionnement de la déchetterie exploitée par la **Communauté de Communes de Petite Camargue**, située lieu-dit « le Fiaou », zone industrielle à Vauvert ;
- VU** la demande en date du 27 avril 2011, reçue le 17 mai 2011 et adressée à la préfecture du Gard, par laquelle Mme BOUVIER Reine, présidente de la **Communauté de Communes de Petite Camargue** a sollicité l'autorisation de procéder à l'extension de la surface de la déchetterie de Vauvert et à la création d'une nouvelle activité de transit, de regroupement et de broyage de déchets sur le site de la déchetterie ;
- VU** les plans des installations concernées et des lieux environnants ;
- VU** l'ensemble des pièces du dossier ;
- VU** le dossier de l'enquête publique à laquelle cette demande a été soumise du 24 octobre 2011 au 25 novembre 2011 inclus à la mairie de Vauvert ;
- VU** le rapport et l'avis du commissaire-enquêteur en date du 16 décembre 2011 ;
- VU** le rapport et l'avis de l'inspection des installations classées en date du 1^{er} février 2012 ;
- VU** l'avis du conseil municipal de Vestric-et-Candiac dans sa séance du 24 novembre 2011 ;
- VU** l'avis de l'autorité administrative de l'État compétente en matière d'environnement, en date du 7 juillet 2011 ;
- VU** l'avis du Service Territorial de l'Architecture et du Patrimoine du 12 juillet 2011 ;
- VU** l'avis de l'Institut national de l'origine et de la qualité (I.N.O.Q), UT Languedoc-Roussillon en date du 29 juillet 2011 ;
- VU** l'avis du directeur régional des affaires culturelles- Service régional de l'archéologie en date du 1^{er} août 2011 ;
- VU** l'avis de l'Agence régionale de Santé Languedoc-Roussillon-Délégation territoriale du Gard en date du 23 août 2011 ;
- VU** l'avis de la direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi (DIRECCTE) U.T du Gard en date du 23 août 2011 ;
- VU** l'avis de la Direction départementale des territoires et de la mer du Gard en date du 26 septembre 2011 ;
- VU** l'avis du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques en date du ;

L'exploitant entendu ;

CONSIDÉRANT que la nature et l'importance des installations et leur voisinage, les niveaux de nuisances et de risques résiduels, définis sur la base des renseignements et engagements de l'exploitant dans son dossier de demande d'autorisation et notamment dans ses études d'impact et de dangers, nécessitent la mise en œuvre d'un certain nombre de précautions permettant de garantir la préservation des intérêts visés à l'article L 511-1 du code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que les engagements de l'exploitant doivent être complétés par des prescriptions d'installation et d'exploitation indispensables à la protection des intérêts visés à l'article L 511-1 du Code de l'environnement susvisé, y compris en situation accidentelle ;

CONSIDÉRANT qu'un système de suivi, de contrôle efficace du respect des conditions d'autorisation, doit être mis en place par l'exploitant afin d'obtenir cette conformité, de la contrôler et de rectifier en temps utile les erreurs éventuelles ;

CONSIDÉRANT que les conditions d'autorisation doivent être suffisamment précises pour limiter les litiges susceptibles de survenir dans l'application du présent arrêté ;

CONSIDÉRANT que l'établissement est situé en zone d'activités, dans un secteur dédié aux installations classées et éloigné des zones réservées à l'habitation ;

SUR proposition de madame la secrétaire générale de la préfecture du Gard ;

A R R E T E :

ARTICLE 1. PORTEE DE L'AUTORISATION

Article 1.1. Bénéficiaire.

La **Communauté de Communes de Petite Camargue** dont le siège administratif se trouve 145 avenue de la Condamine - BP 10 - 30600 VAUVERT, est autorisée, sous réserve de la stricte observation des dispositions contenues dans le présent arrêté, à procéder à l'extension de la surface de la déchetterie de Vauvert et à la création d'une nouvelle activité de transit, de regroupement et de broyage de déchets verts, sur la commune de VAUVERT, lieu-dit « Le Fiaou », parcelles n°s 146p, 163 et 324 de la section AA du plan cadastral.

La capacité de transit, regroupement, tri et broyage de déchets non dangereux et de déchets ménagers spéciaux, autorisée sur le site est de l'ordre de 8 500 tonnes par an.

Article 1.2. Autres réglementations.

Les dispositions de cet arrêté préfectoral sont prises sans préjudice des autres réglementations applicables, en particulier du code civil, du code de l'urbanisme et du code général des collectivités territoriales.

Article 1.3. Consistance des installations autorisées.

Les installations classées pour la protection de l'environnement, ainsi que les installations situées dans l'établissement, non classées, mais connexes à des installations classées, sont soumises aux prescriptions du présent arrêté, en application des dispositions de l'article R 512-32 du code de l'environnement.

L'établissement, comprenant l'ensemble des installations classées et connexes, est organisé de la façon suivante :

- une rampe d'accès,
- un local d'accueil,
- un local technique,
- 10 quais de déchargement avec bennes,
- des conteneurs étanches pour les huiles usagées, les déchets dangereux des ménages et les DEEE,
- une aire étanche de 2 400 m² de surface pour le stockage temporaire des déchets verts,
- une aire de broyage des déchets verts à partir d'un broyeur mobile d'une puissance de 430 CV et d'une capacité de traitement de 200 t/j.

Article 1.4. Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées.

Les installations autorisées sont visées à la nomenclature des installations classées sous les rubriques suivantes :

Désignation et importance de l'installation	Rubrique	Régime
<p>Déchetteries aménagées pour la collecte des encombrants, matériaux ou produits triés et apportés par les usagers :</p> <ul style="list-style-type: none"> - monstres (mobilier, éléments de véhicules), déchets de jardin, déchets de démolition, déblais, gravats, terre ; - bois, métaux, papiers-cartons, plastiques, textiles, verres, amiante lié ; - déchets ménagers spéciaux (huiles usagées, piles et batteries, médicaments, solvants, peintures, acides, bases, produits phytosanitaires, etc) ; - déchets d'équipements électriques et électroniques. <p>La surface de l'installation, hors espaces verts, étant de 4 800 m², constituée de la déchetterie existante d'une surface de 2 400 m² et de l'aire projetée de transit, de regroupement et de broyage de déchets verts d'une surface de 2 400 m²</p>	2710-1°	A
<p>Installation de traitement de déchets non dangereux, par emploi d'un broyeur pour le traitement des déchets verts, la quantité de déchets traités étant au plus égale à 200 t/j</p>	2791-1	A
<p>Installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux (déchets verts), non inertes, le volume de déchets susceptible d'être présent dans l'installation étant de 400 m³</p>	2716-2°	D

A = autorisation D = déclaration

Article 1.5. Liste des déchets admis sur le site.

Article 1.5.1. Plate-forme de broyage.

Seuls sont admis sur la plate-forme de broyage, les déchets verts, les déchets végétaux, les déchets de jardins et de parcs et les déchets de bois ne contenant pas de substances dangereuses.

Article 1.5.2. Déchetterie

Seuls sont admis sur la déchetterie les déchets provenant exclusivement des particuliers et des artisans qui interviennent chez les particuliers et appartenant à la catégorie des déchets ménagers et assimilés et notamment :

- gravats, produits de démolition,
- végétaux,
- encombrants incinérables,
- encombrants non incinérables,
- cartons,
- métaux ferreux et non ferreux,
- bois,
- déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE),
- verres,
- huiles de vidange et filtres à huiles,
- déchets dangereux des ménages,
- pneumatiques usagés.

Article 1.6. Conformité aux plans et données du dossier - Modifications

Les installations seront implantées, réalisées et exploitées selon les dispositions détaillées dans les études d'impact et de dangers et conformément aux plans, autres documents et engagements présentés par l'exploitant dans le dossier de la demande d'autorisation, sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté.

Par application de l'article R 512-33 du code de l'environnement, toute modification apportée par l'exploitant aux installations, à leur mode d'exploitation ou à leur voisinage et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande en autorisation, doit être portée, avant sa réalisation, à la connaissance du préfet, avec tous les éléments d'appréciation.

Article 1.7. Réglementation des installations soumises à déclaration.

Le présent arrêté vaut récépissé de déclaration pour les installations classées citées à l'article 1.4 ci-dessus et les prescriptions du présent arrêté s'appliquent, également, à ces activités.

Article 1.8. Réglementations particulières.

Sans préjudice des autres prescriptions figurant dans le présent arrêté, les textes suivants sont notamment applicables à l'exploitation des installations :

- règlement (CE) N° 2037/2000 du parlement européen et du conseil du 29 juin 2000, modifié relatif aux substances appauvrissant la couche d'ozone ;
- règlement (CE) n° 1013/26 du parlement européen et du Conseil du 14 juin 2006 concernant les transferts de déchets ;
- articles R 543-17 à R 543- 41 du code de l'environnement relatifs aux substances dites « PCB » ;
- articles R 543-172 à R 543- 206 du code de l'environnement relatifs à la composition des équipements électriques et électroniques et à l'élimination des déchets issus de ces équipements ;
- articles R 543-66 à R 543-72 du code de l'environnement relatifs aux déchets d'emballages dont les détenteurs ne sont pas les ménages ;
- articles R 543-75 à R 543-123 du code de l'environnement relatifs à certains fluides frigorigènes utilisés dans les équipements frigorifiques ;
- articles R 541-42 à R 541-48 du code de l'environnement relatifs au contrôle des circuits de traitement des déchets ;
- arrêté ministériel du 31 mars 1980, portant réglementation des installations électriques des établissements réglementés au titre de la législation sur les installations classées et susceptibles de présenter des risques d'explosion ;
- arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement ;
- arrêté ministériel du 28 janvier 1999 relatif aux conditions d'élimination des huiles usagées ;
- arrêté du 10 octobre 2000 fixant la périodicité, l'objet et l'étendue des vérifications des installations électriques au titre de la protection des travailleurs ainsi que le contenu des rapports relatifs aux dites vérifications ;
- arrêté ministériel du 8 juillet 2003 relatif à la protection des travailleurs susceptibles d'être exposés à une atmosphère explosive ;
- arrêté ministériel du 7 juillet 2005 fixant le contenu des registres mentionnés à l'article 2 du décret n° 2005-635 du 30 mai 2005 relatif au contrôle des circuits de traitement des déchets et concernant les déchets dangereux et les déchets autres que dangereux ou radioactifs ;
- arrêté ministériel du 29 juillet 2005 fixant le formulaire du bordereau de suivi des déchets dangereux mentionnés à l'article 4 du décret du 30 mai 2005 ;
- arrêté ministériel du 23 novembre 2005 relatif aux modalités de traitement des déchets d'équipements électriques et électroniques prévues à l'article 21 du décret n° 2005- 829 du 20 juillet 2005 relatif à la composition des équipements électriques et électroniques et à l'élimination des déchets issus de ces équipements ;
- arrêté ministériel du 7 mai 2007 relatif au contrôle d'étanchéité des éléments assurant le confinement des fluides frigorigènes utilisés dans les équipements frigorifiques et climatiques ;
- arrêté ministériel du 31 janvier 2008 relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions polluantes et des déchets ;
- arrêté ministériel du 04 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;
- arrêté préfectoral n° 2002-301-26 du 28 octobre 2002 portant approbation du plan départemental de collecte et de traitement des déchets ménagers et assimilés pour le Gard.

Article 1.9. Installations exploitées ne relevant pas de la nomenclature des installations classées.

Les prescriptions du présent arrêté s'appliquent également aux installations qui, bien que ne relevant pas de la nomenclature des installations classées, sont de nature à modifier les dangers ou les inconvénients présentés par les installations classées de l'établissement.

Article 1.10. Annulation.

Les prescriptions générales annexées au récépissé de déclaration du 7 février 2005 précité, sont abrogées et remplacées par celles du présent arrêté.

ARTICLE 2. CONDITIONS D'AMENAGEMENT ET D'EXPLOITATION.

Article 2.1. Conditions générales.

Article 2.1.1. Objectifs généraux.

Les installations sont conçues, surveillées et exploitées de manière à limiter les émissions de polluants dans l'environnement, directement ou indirectement, notamment par la mise en œuvre de techniques propres, économes et sûres, le développement de techniques de valorisation, la collecte sélective, le traitement des effluents et des déchets en fonction de leurs caractéristiques et la réduction des quantités rejetées.

Il est interdit de jeter, abandonner, déverser ou laisser échapper dans l'air, les eaux ou les sols, une ou des substances quelconques, ainsi que d'émettre des bruits ou de l'énergie dont l'action ou les réactions pourraient entraîner des atteintes aux intérêts visés par l'article L 511.1 du code de l'environnement.

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour :

- limiter le risque de pollution des eaux, de l'air ou des sols et de nuisances par le bruit, les vibrations et les émanations odorantes ;
- réduire les risques d'accident et en limiter les conséquences pour l'homme et l'environnement ;
- maintenir l'esthétique du site en conservant son intégration dans le paysage.

Pour atteindre les objectifs rappelés ci-dessus, l'ensemble des installations est au minimum aménagé et exploité dans le respect des conditions spécifiées dans le présent arrêté.

Article 2.1.2. La fonction sécurité-environnement.

L'exploitant doit mettre en place une organisation et des moyens garantissant le respect des prescriptions édictées par le présent arrêté et plus généralement celui des intérêts mentionnés à l'article L. 511.1 du code de l'environnement susvisé. Dans le présent arrêté, c'est l'ensemble de ce dispositif qui est dénommé fonction "sécurité-environnement".

Article 2.1.3. Conception et aménagement de l'établissement.

Les installations ainsi que les bâtiments qui les abritent sont conçus, aménagés, équipés et entretenus de manière à éviter, même en cas de fonctionnement anormal ou d'accident, une aggravation du danger.

En cas de perturbation ou d'incident ne permettant pas d'assurer des conditions normales de fonctionnement, vis-à-vis de la protection des intérêts visés à l'article L. 511.1 du code de l'environnement, les dispositifs mis en cause sont arrêtés. Ils ne pourront être réactivés avant le rétablissement des dites conditions, sauf dans des cas exceptionnels intéressant la sécurité et dont il doit pouvoir être justifié.

Les installations et appareils qui nécessitent, au cours de leur fonctionnement, une surveillance ou des contrôles fréquents sont disposés ou aménagés de telle manière que ces opérations puissent être faites aisément.

Les récipients fixes de produits toxiques ou dangereux portent, de manière très lisible, la dénomination exacte de leur contenu, le numéro et le symbole de danger conformément à la réglementation relative à l'étiquetage des substances et préparations chimiques dangereuses.

Article 2.1.4. Clôtures.

Afin d'en interdire l'accès, le site est entouré d'une clôture défensive d'une hauteur minimale de 2 m de hauteur constituée d'un grillage à maille tressée fine, doublé d'une haie vive à feuille persistante ou d'un merlon de terre de même hauteur.

Toutes les issues sont fermées à clef en dehors des heures d'exploitation.

Article 2.1.5. Intégration dans le paysage.

L'exploitant prend les dispositions nécessaires pour satisfaire à l'esthétique du site. L'ensemble du site doit être maintenu en bon état de propreté (peinture, plantation, ramassage des éléments légers, engazonnement.....).

Article 2.1.6. Contrôle des accès.

En dehors des heures d'ouverture, les installations sont rendues inaccessibles aux utilisateurs.

Les jours et heures d'ouverture ainsi que la liste des matériaux, objets ou produits acceptés, sont affichés visiblement à l'entrée de la déchetterie. Un dispositif permanent d'affichage et de signalisation informe le public sur les modalités de circulation et de dépôt.

L'accès à toute zone dangereuse doit être interdit. En particulier pendant les opérations de broyage ou de manutention des déchets verts, l'accès à la zone dédiée à ces opérations est physiquement interdit par un portail ou une barrière, maintenu fermé.

Une signalisation appropriée (en contenu et en implantation) indique les dangers et les interdictions d'accès, d'une part sur les voies d'accès, et d'autre part sur la clôture.

Article 2.1.7. voies et aires de circulation.

La déchetterie et ses abords sont facilement accessibles par les services d'incendie et de secours. Les aires de circulation, les accès et les voies sont aménagés, entretenus, réglementés, pour permettre aux engins des services d'incendie et de secours d'évoluer sans difficulté en toute circonstance. Le site est desservi, sur au moins une face, par une voie-engin.

Les voies de circulation et les aires de stationnement des véhicules sont revêtues (béton, bitume, etc.) et convenablement nettoyées. Les véhicules circulant dans l'établissement ou en sortant ne doivent pas entraîner d'envols ou de dépôt de poussières ou de boue sur les voies de circulation publiques.

Les voies de circulation, les pistes et les voies d'accès sont nettement délimitées, maintenues en constant état de propreté et dégagées de tout objet (fûts, emballages...) susceptible de gêner la circulation.

Article 2.1.8. Dispositions diverses.

L'exploitant établit des consignes d'accès et de circulation des véhicules dans l'établissement.

L'exploitant fixe les règles de circulation et de vitesse, applicables à l'intérieur de l'établissement. Ces règles sont portées à la connaissance des intéressés par des moyens appropriés (panneaux de signalisation, marquage au sol, consignes...).

L'installation doit être disposée de manière à élaborer un sens unique de circulation sur le site. Ce sens de circulation devra être visiblement affiché pour les conducteurs.

En particulier, des dispositions appropriées sont prises pour éviter que des véhicules ou engins quelconques puissent heurter ou endommager les installations, les stockages ou leurs annexes.

Article 2.1.9. Surveillance des installations.

Les installations doivent être exploitées sous la surveillance permanente d'un personnel qualifié.

L'exploitant consigne par écrit les procédures de reconnaissance et de gestion des anomalies de fonctionnement ainsi que celles relatives aux interventions du personnel et aux vérifications périodiques du bon fonctionnement de l'installation. Ces procédures précisent la fréquence et la nature des vérifications à effectuer pendant et en dehors de la période de fonctionnement de l'installation.

En cas d'anomalies provoquant l'arrêt de l'installation, celle-ci doit être protégée contre tout déverrouillage intempestif. Toute remise en route automatique est alors interdite. Le réarmement ne peut se faire qu'après élimination des défauts par du personnel d'exploitation, au besoin après intervention sur le site.

Article 2.1.10. Entretien de l'établissement.

Les locaux et la plate-forme doivent être maintenus propres et régulièrement nettoyés notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières. Le matériel de nettoyage doit être adapté aux risques présentés par les produits et poussières. Les bennes, casiers ou conteneurs doivent être conçus pour pouvoir être vidés et nettoyés aisément et totalement.

L'exploitant veille à la mise en état de dératisation de l'installation.

Article 2.1.11. Efficacité énergétique.

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour limiter les consommations d'énergie.

Article 2.1.12. Équipements abandonnés.

Les équipements abandonnés ne doivent pas être maintenus sur le site. Toutefois, lorsque leur enlèvement est incompatible avec les conditions immédiates d'exploitation, des dispositions matérielles interdiront leur réutilisation.

Article 2.1.13. Réserves de produits.

L'établissement dispose de réserves suffisantes de produits ou matières consommables utilisés de manière courante ou occasionnelle pour assurer la sécurité ou la protection de l'environnement tels que produits absorbants, produits de neutralisation,...

Article 2.2. Accueil et Stockage des déchets ménagers spéciaux.**Article 2.2.1. Comportement au feu du bâtiment de stockage**

Les déchets ménagers spéciaux sont entreposés dans un local spécifique, situé au rez de chaussée du bâtiment d'accueil. Celui-ci doit présenter les caractéristiques de réaction et de résistance au feu minimales suivantes :

- murs et planchers haut coupe-feu de degré 2 heures (REI120),
- couverture incombustible,
- porte donnant vers l'extérieur pare-flamme de degré 1/2 heure (EI30),
- matériaux de classe MO (incombustibles).

Le local doit être équipé, en partie haute, de dispositifs permettant l'évacuation des fumées et gaz de combustion dégagés en cas d'incendie (lanterneaux en toiture, ouvrants en façade ou tout autre dispositif équivalent).

Les commandes d'ouverture manuelle sont placées à proximité des accès. Le système de désenfumage doit être adapté aux risques particuliers de l'installation.

Article 2.2.2. Ventilation

Sans préjudice des dispositions du code du travail, les locaux de stockage des déchets ménagers spéciaux doivent être convenablement ventilés pour éviter tout risque d'atmosphère explosible. Le débouché à l'atmosphère de la ventilation doit être placé aussi loin que possible des habitations voisines.

Article 2.2.3. Matériel électrique de sécurité

Dans la zone de stockage des déchets ménagers spéciaux, les installations électriques doivent être réduites à ce qui est strictement nécessaire aux besoins de l'exploitation. Elles doivent être entièrement constituées de matériels utilisables dans les atmosphères explosives. Cependant, dans les parties de cette zone où les atmosphères explosives peuvent apparaître de manière épisodique avec une faible fréquence et une courte durée, les installations électriques peuvent être constituées de matériel électrique de bonne qualité industrielle qui, en service normal, n'engendrent ni arc, ni étincelle, ni surface chaude susceptible de provoquer une explosion.

Article 2.2.4. Apport des déchets ménagers spéciaux

L'acceptation des déchets ménagers spéciaux est subordonnée à la mise en place d'une structure d'accueil capable d'assurer une bonne gestion de ces produits.

Tout apport de déchets ménagers spéciaux fait l'objet d'une surveillance particulière. A l'exclusion des huiles et des piles, ces déchets sont réceptionnés par le personnel habilité de la déchetterie qui est chargé de les ranger sur les aires ou dans les locaux spécifiques de stockage selon leur compatibilité et leur nature. Ils ne doivent, en aucun cas, être stockés à même le sol.

Les modalités et la nature des apports doivent faire l'objet d'une surveillance par des moyens proportionnés aux risques et à la taille de l'installation. Dans tous les cas, les locaux ou aires de stockage des déchets ménagers spéciaux doivent être rendus inaccessibles au public (à l'exception des stockages d'huiles et de piles).

Pour les huiles usées, une information notamment par affichage à côté du conteneur, attirera l'attention du public sur les risques et sur **l'interdiction formelle de tout mélange avec d'autres huiles.**

Les récipients ayant servi à l'apport par le public ne doivent pas être abandonnés en vrac sur les aires de dépôt et de stockage. L'exploitant doit mettre à la disposition du public des conteneurs en vue d'assurer un stockage correct de ces récipients.

Article 2.2.5. Conditions d'exploitation

Il est interdit de procéder dans l'installation à toute opération de traitement des déchets.

Tout transvasement, déconditionnement, reconditionnement, prétraitement ou traitement de déchets ménagers spéciaux est interdit dans l'enceinte de la déchetterie, à l'exclusion du transvasement des huiles.

Tout emballage qui fuit sera placé dans un récipient ou un autre emballage approprié.

Si la récupération des chlorofluorocarbures contenus dans les réfrigérateurs apportés est pratiquée, elle doit être effectuée dans des conditions garantissant l'absence de rejet de ces produits dans l'atmosphère.

Les médicaments inutilisés doivent être traités conformément à l'article L. 596-2 du code de la santé publique.

Les quantités maximales de certains déchets ménagers spéciaux susceptibles d'être stockés dans la déchetterie sont fixées de façon suivante :

- 150 batteries,
- 20 kilogrammes de mercure,
- 3 tonnes de peinture,
- 5 tonnes d'huiles usagées,
- 1 tonne de piles usagées,
- 1 tonne au total d'autres déchets.

Les déchets ménagers spéciaux sont évacués au plus tard tous les trois mois.

Toute opération d'enlèvement de déchets se fait sous la responsabilité exclusive de l'exploitant.

Les documents justificatifs de cette élimination doivent être annexés au registre prévu à l'article 2.5.5 ci-après.

Article 2.3. Conditions d'aménagement et d'exploitation de la déchetterie.

Les déchets autres que les déchets ménagers spéciaux peuvent être déposés directement par le public dans des bennes, casiers ou conteneurs spécifiques à chaque catégorie de déchets admis sur le site.

Les plates-formes de déchargement des véhicules utilisées par le public, sont équipées de dispositifs destinés à éviter la chute d'un véhicule en cas de fausse manœuvre.

Par ailleurs, la circulation des engins et des piétons est organisée de manière à prévenir tout risque d'interférence et de collision.

Un contrôle de l'état et du degré de remplissage des différents casiers, bennes et conteneurs est réalisé périodiquement par l'exploitant.

Les déchets doivent être périodiquement évacués vers les installations de valorisation, de traitement ou de stockage adaptées et autorisées à les recevoir. En particulier si les papiers, cartons et textiles ne sont pas stockés à l'abri de la pluie, ces produits doivent être évacués au moins une fois par mois. Les déchets ménagers spéciaux sont évacués au plus tard tous les trois mois.

Toute opération d'enlèvement de déchets se fait sous la responsabilité exclusive de l'exploitant.

Les documents justificatifs de cette élimination doivent être annexés au registre prévu à l'article 2.5.5 ci-après.

Article 2.4. Conditions d'aménagement et d'exploitation de la plateforme de stockage et de broyage des déchets verts.

Les déchets verts sont entreposés sur une dalle étanche dont les eaux pluviales sont drainées et dirigées vers le réseau de collecte des eaux de pluie.

Les tas de déchets verts sont maintenus en permanence à une distance de 14,5 m des limites de propriété, sauf si l'exploitant met en place un mur coupe-feu 2 heures (REI 120) permettant de circonscrire les flux thermiques de 3 et 5 kW/m² à l'intérieur des limites de propriété du site.

Le volume des déchets verts stocké sur le site est limité à 400 m³, fractionné en 2 tas de 200 m³, distants de 10 m.

La durée moyenne de stockage des déchets verts avant broyage ne dépasse pas un mois.

Les déchets verts broyés sont évacués dans les 24 heures qui suivent l'opération de broyage.

Article 2.5. Organisation de l'établissement.

Article 2.5.1. L'organisation de la sécurité et de la protection de l'environnement.

L'exploitation se fait sous la surveillance, directe ou indirecte, d'une personne nommément désignée par l'exploitant et ayant une connaissance de la conduite de l'installation et des dangers et inconvénients des déchets triés ou stockés dans l'installation.

Article 2.5.2. Formation et information du personnel.

La formation du personnel travaillant à des postes pouvant avoir un impact significatif sur l'environnement doit être assurée, chacun pour ce qui concerne le ou les postes qu'il peut être amené à occuper.

Le personnel doit être informé sur le fonctionnement de l'établissement vis-à-vis des obligations touchant à la sécurité et à la protection de l'environnement et sur la nécessité de respecter les procédures correspondantes.

De plus, l'exploitant doit informer les sous traitants, fournisseurs et plus généralement tout intervenant sur le site, des procédures mises en place.

Article 2.5.3. Connaissance des produits – Étiquetage.

L'exploitant doit avoir à sa disposition des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux susceptibles d'être présents dans l'installation.

L'affectation des différentes bennes, casiers ou conteneurs destinés au stockage des déchets doit être clairement indiquée par des marquages ou des affichages appropriés. Les réceptacles des déchets ménagers spéciaux doivent comporter, s'il y a lieu, un système d'identification des dangers inhérents aux différents produits stockés.

Article 2.5.4. Matières sortantes de l'installation

L'exploitant organise la gestion des matières sortantes dans des conditions propres à garantir la préservation des intérêts visés à l'article L 511-1 et L 541-1 du Code de l'environnement. Il s'assure que les installations de destination sont exploitées conformément à la réglementation en vigueur.

Les transports sont effectués dans des conditions propres à limiter les envois. En particulier, s'il est fait usage de bennes ouvertes, les produits doivent être couverts d'une bâche ou d'un filet avant le départ de l'établissement.

Article 2.5.5. Registre

L'exploitant doit tenir à jour un état indiquant la nature, la quantité et la destination des déchets stockés et évacués vers des centres de regroupement, de traitement ou de stockage autorisés. Cet état est tenu à la disposition permanente de l'inspecteur des installations classées.

A cet état sont annexés les justificatifs de l'élimination des déchets (à conserver 3 ans).

Article 2.6. Consignes d'exploitation.

Les consignes d'exploitation de l'ensemble des installations décrivent explicitement les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien, de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté.

Le bon état de l'ensemble des installations (rétentions, canalisations, débourbeurs séparateurs d'hydrocarbures,...) est vérifié périodiquement par l'exploitant, notamment avant et après toute suspension d'activité de l'installation supérieure à trois semaines et au moins une fois par an.

Un préposé dûment formé contrôle les paramètres du fonctionnement des dispositifs de traitement des rejets aqueux.

Ces vérifications sont consignées dans un document prévu à cet effet et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Ces consignes sont régulièrement mises à jour.

L'exploitant s'assure de la connaissance et du respect de ces consignes par son personnel.

Article 2.7. Étude des dangers.

L'exploitant doit disposer d'une étude des dangers au sens de l'article R 512-6 et R 512-9 du code de l'environnement. Cette étude doit comporter une analyse des risques recensant, décrivant et étudiant tous les accidents susceptibles d'intervenir afin d'aboutir à l'étude des scénarios d'accident. Elle justifie que les fonctions de sécurité mises en place pour la prévention et la lutte contre les accidents sont bien adaptées.

L'étude des dangers peut faire l'objet d'une actualisation à la demande de l'inspection des installations classées.

Article 2.8. État des stocks de produits dangereux ou combustibles.

L'exploitant doit tenir à jour un registre indiquant la nature et la quantité des produits dangereux ou combustibles détenus, auquel est annexé un plan général des stockages. Ce registre est tenu à la disposition des services d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.

La présence dans l'installation de matières dangereuses ou combustibles est limitée au plus juste des besoins de l'exploitation.

L'exploitant dispose des documents qui permettent de connaître la nature et les risques de ces produits dangereux, en particulier des fiches de données de sécurité prévues par l'article R 231-53 du code du travail.

Les cuves, fûts, réservoirs et autres emballages portent en caractères très lisibles le nom des substances et préparations et, s'il y a lieu, les symboles de danger conformément à la réglementation relative à l'étiquetage des substances et préparations chimiques dangereuses.

ARTICLE 3. PROTECTION DES RESSOURCES EN EAU.

Article 3.1. Principes généraux.

Sont interdits tous déversements, écoulements, rejets, dépôts directs ou indirects d'effluents susceptibles d'incommoder le voisinage, de porter atteinte à la santé publique ainsi qu'à la conservation de la faune et de la flore, de nuire à la conservation des constructions et réseaux d'assainissement et au bon fonctionnement des installations d'épuration, de dégager en égouts directement ou indirectement des gaz ou vapeurs toxiques ou inflammables.

Tout rejet direct dans le milieu naturel, d'eaux résiduaire non traitées, doit être physiquement impossible.

Article 3.2. Prélèvement et consommation en eaux.

Le site est alimenté pour ses besoins en eau potable par le réseau d'alimentation en eau potable de la commune de Vauvert et par celui de la compagnie du Bas-Rhône pour ses autres besoins.

L'exploitant doit rechercher, par tous les moyens possibles, à limiter sa consommation d'eau, au strict nécessaire, pour le bon fonctionnement de ses installations.

Aucune interconnexion ne doit exister entre les réseaux véhiculant des eaux de différentes origines.

Article 3.3. Réseau de collecte.

Le réseau de collecte des eaux est du type séparatif, de façon à dissocier :

- les eaux vannes et domestiques,
- les eaux pluviales issues des aires travail, des zones de stockage extérieures et des zones de circulation et de stationnement des véhicules.

Article 3.4. Eaux usées domestiques.

Les eaux usées sanitaires doivent être évacuées dans le réseau d'assainissement de la commune de Vauvert.

Article 3.5. Eaux pluviales.

Toutes dispositions sont prises pour intercepter les eaux pluviales du bassin versant situé en amont du site, afin d'éviter l'entrée des eaux de ruissellement et l'accumulation des eaux pluviales à l'intérieur de la déchetterie.

Les eaux pluviales de la déchetterie et de la plate-forme de stockage et broyage des déchets verts rejoignent le réseau de collecte des eaux pluviales de la zone industrielle. Elles transitent préalablement par deux débourbeurs séparateurs d'hydrocarbures.

Les séparateurs d'hydrocarbures sont munis de dispositifs d'obturation automatique. Ils sont dimensionnés de façon à traiter le premier flot des eaux pluviales, soit au moins 10 mm, sans entraînement d'hydrocarbures.

L'installation est équipée de regards de contrôle permettant de procéder à des prélèvements sur les eaux traitées.

Article 3.6. Maintenance des débourbeurs séparateurs d'hydrocarbures.

Les décanteurs-séparateurs sont nettoyés par une entité habilitée aussi souvent que cela est nécessaire et dans tous les cas au moins une fois par an. Ce nettoyage consiste en la vidange des hydrocarbures et des boues ainsi qu'en la vérification du bon fonctionnement de l'obturateur. L'entité habilitée fournit la preuve de la destruction ou du retraitement des déchets rejetés. Les fiches de suivi de nettoyage des séparateurs-décanteurs d'hydrocarbures sont tenues à disposition de l'inspecteur des installations classées.

Article 3.7. Compensation à l'imperméabilisation.

Les eaux pluviales issues de la déchetterie et de la plate-forme de stockage et broyage des déchets verts transitent par un bassin d'orage d'un volume minimum de 480 m³ avant rejet dans le réseau de collecte des eaux pluviales de la zone industrielle.

Le dimensionnement (100 l/m² imperméabilisé), l'aménagement du volume de rétention et le débit de fuite (7l/s/hectare imperméabilisé) et la surverse de la rétention doivent répondre aux règles générales de conception et de mise en œuvre des ouvrages fixées par la délégation inter-services de l'eau (D.I.S.E).

Article 3.8. Canalisations de collecte des effluents et schéma de circulation eaux.

Les canalisations de collecte des eaux pluviales polluées ou susceptibles de l'être sont étanches et résistent à l'action physique et chimique des produits qu'elles sont susceptibles de contenir. Elles sont accessibles et peuvent être inspectées. Elles sont convenablement entretenues et font l'objet d'examen périodiques appropriés permettant de s'assurer de leur bon état.

Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.

Article 3.9. Réglementation des rejets.

Article 3.9.1. Points de rejet.

Les eaux pluviales rejoignent le réseau pluvial de la zone industrielle de Vauvert.

Article 3.9.2. Rejets

Les eaux pluviales rejetées dans le milieu naturel doivent respecter les valeurs du tableau ci-après :

Paramètres	Méthode de mesure	Seuils limites
pH	NFT 90 008	5,5 à 8,5
Température		30° C
Composés cycliques hydroxylés et leurs dérivés halogénés	ISO - 9562	Interdits
MEST	NFT 90105-2	100 mg/l
DBO5 (nd)	NFT 90103	30 mg/l

Paramètres	Méthode de mesure	Seuils limites
DCO (nd)	NFT 90101	125 mg/l
Azote total	NFT 90110	15 mg/l
Phosphore total	NFT90023	2 mg/l
Hydrocarbures totaux	NF EN ISO 9377-2	5 mg/l

Article 3.9.3. Dispositif de rejet.

Le dispositif de rejet des eaux pluviales est aisément accessible, aux agents chargés du contrôle des déversements.

Il est aménagé de manière à permettre l'exécution de prélèvements représentatifs de l'effluent.

Article 3.9.4. Contrôle des rejets.

Les mesures en concentration des effluents rejetés doivent être effectuées sur un échantillon prélevé durant un épisode pluvieux d'amplitude.

Les échantillons doivent être conservés dans des conditions conformes aux règles de la norme NFT 90 513.

Les paramètres à contrôler sont : pH, MES, DCO, DBO5, N.Total, P.Total, HCT

Les analyses sont réalisées à la demande de l'inspection des installations classées.

Article 3.10. Prévention des pollutions accidentelles.

Article 3.10.1. Rétention des aires et locaux de travail.

Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation du site doit être étanche, incombustible et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les produits répandus accidentellement.

Toutes les dispositions doivent être prises dans la conception, la construction et l'exploitation des installations pour éviter toute pollution accidentelle des eaux ou des sols en particulier par déversement de matières dangereuses dans les égouts publics ou le milieu naturel.

Article 3.10.1.1 Cuvettes de rétention.

Tout stockage de produits liquides susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol doit être associé à une capacité de rétention dont le volume doit être au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir,
- 50 % de la capacité globale des réservoirs associés.

Les réservoirs fixes de stockage sont munis de jauges de niveau et pour les stockages enterrés de limiteurs de remplissage. Le stockage sous le niveau du sol n'est autorisé que dans des réservoirs en fosse maçonnée ou assimilés. L'étanchéité des réservoirs doit être contrôlable.

Lorsque le stockage est constitué exclusivement de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, admis au transport, le volume minimal de la rétention est égal soit à la capacité totale des récipients, si cette capacité est inférieure à 800 litres, soit à 20 % de la capacité totale avec un minimum de 800 litres si cette capacité excède 800 litres.

La capacité de rétention doit être étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résister à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour le dispositif d'obturation qui doit être maintenu fermé en conditions normales.

Des réservoirs ou récipients contenant des produits susceptibles de réagir dangereusement ensemble ne doivent pas être associés à la même cuvette de rétention.

La zone de stockage des déchets ménagers spéciaux est conçue de façon à ce qu'ils soient abrités de la pluie afin d'éviter toute accumulation d'eau dans la cuvette de rétention.

Article 3.11. Confinement des eaux d'extinction de la plate-forme de stockage et broyage des déchets verts.

Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un incendie de la plate-forme de stockage et broyage des déchets verts, afin que les

eaux soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel.

Le confinement est assuré par l'imperméabilisation du sol de la plate-forme et la mise en place de bordures en béton en périphérie de l'aire de stockage.

Le volume de confinement est d'au moins 240 m³. Une vanne d'isolement étanche, incombustible, facilement manœuvrable permet la mise en œuvre du dispositif d'isolement.

La vanne d'isolement est repérée et facilement accessible en permanence.

Le rejet des eaux d'extinction ne peut être effectué qu'après que l'exploitant se soit assuré de leur absence d'impact sur le milieu naturel. A défaut, elles doivent être traitées comme des déchets.

ARTICLE 4. PREVENTION DES POLLUTIONS ATMOSPHERIQUES.

Article 4.1. Principes généraux.

L'émission dans l'atmosphère de fumées, buées, suies, poussières, gaz odorants, toxiques ou corrosifs, susceptibles d'incommoder le voisinage, de compromettre la santé ou la sécurité publique, de nuire à la production agricole, à la conservation des constructions et monuments ou au caractère des sites est interdite.

Ces émissions devront donc être limitées par une captation efficace aux sources et un traitement spécifique avant rejet.

L'exploitant prend les dispositions nécessaires lors de la conception, la construction et l'exploitation de l'installation pour limiter les nuisances, notamment olfactives.

Article 4.2. Combustion à l'air libre.

La combustion à l'air libre de déchets est interdite.

Article 4.3. Prévention des émissions de poussières.

Des dispositions appropriées sont prises pour limiter les émissions particulières diffuses (abris, capotage, arrosage...).

En particulier, le broyeur utilisé pour le traitement des déchets verts est muni de rampes de pulvérisation d'eau pour l'humidification des déchets verts.

Article 4.4. Prévention des envois de papiers et plastiques.

L'établissement est tenu dans un état de propreté satisfaisant et notamment les pistes de circulation et voies d'accès, les zones de déchargement et de stockage font l'objet de nettoyages fréquents, au moyen d'un matériel suffisamment puissant, destinés à éviter l'envol des poussières et des éléments légers.

Les aires extérieures sont aménagées de manière à prévenir les envois d'éléments légers et les émissions de poussières.

Toutes précautions sont prises, lors du chargement ou du déchargement des produits, afin de limiter les émissions diffuses dans l'environnement.

Article 4.5. Prévention des odeurs.

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour ne pas incommoder le voisinage par des émanations malodorantes.

Il veille notamment à limiter la durée de stockage sur le site des déchets putrescibles.

ARTICLE 5. ELIMINATION DES DECHETS INTERNES.

Article 5.1. Déchets produits par l'installation.

Toutes dispositions sont prises pour limiter les quantités des déchets produits et pour favoriser le recyclage ou la valorisation des matières conformément à la réglementation.

Les matières qui ne peuvent pas être valorisées sont éliminées dans des installations habilitées à les recevoir dans des conditions fixées par la réglementation en vigueur.

Article 5.2. Gestion générale des déchets.

Les déchets internes à l'établissement sont collectés, stockés et éliminés dans des conditions qui ne soient pas de nature à nuire aux intérêts mentionnés à l'article L.511.1 du code de l'environnement.

Sans préjudice du respect des prescriptions du présent arrêté, la collecte et l'élimination des déchets doivent être réalisés conformément aux dispositions du code de l'environnement, livre V, titre IV sur les déchets et des textes pris pour son application.

Article 5.3. Stockage des déchets.

Les déchets produits par l'installation sont stockés dans des conditions prévenant les risques d'accident et de pollution (combustion, réactions ou émanations dangereuses, envois, infiltrations dans le sol, odeurs...) et évacués régulièrement.

Les déchets pâteux ou liquides sont contenus dans des récipients étanches, à l'abri des intempéries. Ils sont entreposés dans des capacités de rétention étanches.

Article 5.4. Élimination des déchets.

Article 5.4.1. Déchets non dangereux.

Les déchets banals (bois, papier, verre, textile, plastique caoutchouc...) et non souillés par des produits toxiques ou polluants sont récupérés, valorisés ou éliminés dans les mêmes conditions que les ordures ménagères ou remis, pour certains d'entre eux, à des ramasseurs spécialisés.

Conformément aux dispositions des articles R 543-66 à R 543-72 du code de l'environnement les seuls modes d'élimination autorisés pour les déchets d'emballage sont la valorisation par réemploi, recyclage ou toute autre action visant à obtenir des matériaux utilisables ou de l'énergie. Cette disposition n'est pas applicable aux détenteurs de déchets d'emballage qui produisent un volume hebdomadaire de déchets inférieur à 1 100 litres et qui les remettent au service de collecte et de traitement des communes.

Article 5.4.2. Déchets dangereux.

Les déchets dangereux doivent être éliminés dans des installations autorisées à recevoir ces déchets.

L'exploitant doit être en mesure d'en justifier l'élimination; les documents justificatifs doivent être conservés 3 ans.

Article 5.4.3. Huiles usagées

Les huiles usagées et les huiles de vidange sont récupérées dans des cuves ou des récipients spécialement destinés à cet usage. Elles sont cédées à un ramasseur ou à un éliminateur agréé dans les conditions prévues par le code de l'environnement et l'arrêté ministériel du 28 janvier 1999 modifié portant réglementation de la récupération des huiles usagées.

Article 5.4.4. Suivi de la production et de l'élimination des déchets dangereux.

L'exploitant tient une comptabilité précise des déchets produits, cédés, stockés ou éliminés.

A cet effet, il tient à jour un registre daté sur lequel doivent être notées les informations suivantes :

- les quantités de déchets produites, leurs origines, leurs natures, leurs caractéristiques, les modalités de leur stockage,
- les dates et modalités de cession, leur filière de destination.

Ces registres doivent être tenus à la disposition de l'inspecteur des installations classées pendant une durée minimale de 3 ans.

Par ailleurs, l'exploitant est tenu, lorsque la production de déchets dangereux dépasse 10 tonnes par an, d'effectuer la déclaration prévue à l'article 4 paragraphe II de l'arrêté ministériel du 31 janvier 2008 relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions polluantes et des déchets.

ARTICLE 6. PREVENTION DES BRUITS ET VIBRATIONS.

Article 6.1. Principes généraux.

Les installations doivent être construites, équipées et exploitées de façon que leur fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits ou de vibrations susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou constituer une gêne pour sa tranquillité.

Les installations sont soumises aux dispositions de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement.

Article 6.2. Véhicules et engins de chantier.

Les émissions sonores des véhicules de transport, matériels de manutention et des engins de chantier utilisés à l'intérieur des installations doivent être conformes à la réglementation en vigueur. En particulier, les engins de chantier doivent être conformes à un type homologué au titre de la législation relative à la lutte contre le bruit (code de l'environnement et ses textes d'applications).

L'usage de tout appareil de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs, etc.), gênant pour le voisinage, est interdit sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention et au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

Article 6.3. Vibrations.

Les règles techniques annexées à la circulaire n° 86-23 du 23 juillet 1986 (JO du 22 octobre 1986), relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées, sont applicables à l'établissement.

Article 6.4. Aménagement du site.

Pour limiter le niveau sonore perçu par les riverains, l'aire de broyage est dotée de merlons phoniques d'une hauteur de 2,5 m, disposés selon le plan d'ensemble du site, annexé au dossier de la demande d'autorisation.

Article 6.5. Limitation des niveaux de bruit.

Article 6.5.1. Valeurs limites de bruit.

L'activité de l'établissement est limitée à la période diurne allant de 7 h à 20 h.

Lorsque le niveau de bruit ambiant, incluant les bruits des installations, est supérieur à 45 dB(A), les bruits émis par les installations ne doivent pas être à l'origine, dans les zones à émergence réglementée, d'une émergence supérieure à :

- 5 dB(A) pour la période allant de 7 h à 22 h sauf dimanches et jours fériés,
- 3 dB(A) pour la période allant de 22 h à 7 h ainsi que les dimanches et jours fériés.

De plus, le niveau de bruit en limite de propriété de l'installation ne devra pas dépasser, lorsqu'elle est en fonctionnement 70 dB(A) pour la période de jour et 60 dB(A) pour la période de nuit.

Les différents niveaux de bruits sont appréciés par le niveau de pression continu équivalent pondéré LAeq. L'évaluation de ce niveau doit se faire sur une durée représentative du fonctionnement le plus bruyant des installations.

Article 6.5.2. Contrôle des niveaux sonores.

L'exploitant fait réaliser, à la demande de l'inspection des installations classées et à ses frais, une mesure des niveaux d'émission sonore de son établissement par un organisme (ou une personne) qualifié et indépendant. Ces mesures se font en limite de propriété et dans les zones les plus sensibles.

L'acquisition des données à chaque emplacement de mesure se fait conformément à la méthodologie définie dans l'annexe technique de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 précité. Les conditions de mesurage doivent être représentatives du fonctionnement des installations. La durée du mesurage ne peut être inférieure à la demi-heure pour chaque point de mesure pour une période de référence.

ARTICLE 7. PREVENTION DES RISQUES D'INCENDIE ET D'EXPLOSION.

Article 7.1. Principes généraux.

Toutes dispositions doivent être prises pour éviter les risques d'incendie et d'explosion. Les moyens de prévention, de protection et de défense contre les sinistres doivent être étudiés avec un soin proportionné à la nature des conséquences de ceux-ci.

Sans préjudice des dispositions du code du travail, les locaux doivent être convenablement ventilés pour éviter tout risque d'atmosphère explosible. Le débouché à l'atmosphère de la ventilation doit être placé aussi loin que possible des habitations voisines.

Il est notamment interdit de fumer et d'apporter des feux nus à proximité des installations dans des zones délimitées par l'exploitant et présentant des risques d'incendie ou d'explosion.

Article 7.2. Information de l'inspection des installations classées.

L'exploitant est tenu de déclarer dans les meilleurs délais, à l'inspecteur des installations classées, les accidents et incidents survenus du fait du fonctionnement de l'installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L 511-1 du titre 1^{er} du livre V du code de l'environnement.

Il fournira, à ce dernier, sous 24 heures, un premier rapport écrit sur les origines et les causes du phénomène, ses conséquences, les mesures prises pour y remédier. Un rapport complet lui est présenté sous quinze jours au plus tard.

Article 7.3. Règles générales d'exploitation.

Article 7.3.1. Interdiction des feux.

Il est interdit d'apporter du feu sous une forme quelconque dans les parties des installations présentant des risques d'incendie ou d'explosion, sauf pour la réalisation de travaux ayant fait l'objet d'un "permis d'intervention". Cette interdiction doit être affichée en caractères apparents.

Article 7.3.2. Travaux d'entretien et de maintenance.

Tous travaux d'extension, modification ou maintenance dans les installations ou à proximité des zones à risque inflammable, explosible et toxique sont réalisés sur la base d'un dossier préétabli définissant notamment leur nature, les risques présentés, les conditions de leur intégration au sein des installations ou unités en exploitation et les dispositions de surveillance à adopter.

Les travaux font l'objet d'un permis délivré par une personne nommément désignée.

Article 7.4. Contenu du « permis d'intervention » ou « permis de feu ».

Les travaux conduisant à une augmentation des risques (emploi d'une flamme ou d'une source chaude par exemple) ne peuvent être effectués qu'après délivrance d'un « permis d'intervention » et éventuellement d'un « permis de feu » et en respectant une consigne particulière.

Le « permis d'intervention » et éventuellement le « permis de feu » et la consigne particulière doivent être établis et visés par l'exploitant ou une personne qu'il aura nommément désignée. Lorsque les travaux sont effectués par une entreprise extérieure, le « permis d'intervention » et éventuellement le « permis de feu » et la consigne particulière doivent être signés par l'exploitant et l'entreprise extérieure ou les personnes qu'ils auront nommément désignées.

Après la fin des travaux et avant la reprise de l'activité, une vérification des installations doit être effectuée par l'exploitant ou son représentant ou le représentant de l'éventuelle entreprise extérieure.

Certaines interventions prédéfinies, relevant de la maintenance simple et réalisées par le personnel de l'établissement peuvent faire l'objet d'une procédure simplifiée.

Les entreprises de sous-traitance ou de services extérieurs à l'établissement n'interviennent pour tous travaux ou interventions qu'après avoir obtenu une habilitation de l'établissement.

L'habilitation d'une entreprise comprend des critères d'acceptation, des critères de révocation, et des contrôles réalisés par l'établissement.

Article 7.5. Consignes de sécurité.

Sans préjudice des dispositions du code du travail, des consignes précisant les modalités d'application des dispositions du présent arrêté doivent être établies, tenues à jour et affichées. Ces consignes doivent notamment indiquer :

- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, dans les parties des installations présentant des risques d'incendie ou d'explosion et notamment à proximité des stockages de déchets ménagers spéciaux et de produits combustibles ;
- les précautions à prendre dans la manipulation des déchets industriels spéciaux ;
- l'obligation du "permis de travail" pour les parties des installations présentant des risques d'incendie ou d'explosion ;
- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides) ;
- les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une canalisation contenant des substances dangereuses ;
- les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ;

- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc.

Article 7.6. Matériel électrique.

Les installations électriques doivent être réalisées conformément aux règles de l'art, notamment aux normes UTE et aux dispositions du décret n° 88.1056 du 14 novembre 1988 et ses textes d'application.

Les dispositions de l'article 2 de l'arrêté ministériel du 31 mars 1980, portant réglementation des installations électriques des établissements réglementés au titre de la législation sur les installations classées et susceptibles de présenter des risques d'explosion, sont applicables à l'ensemble des zones de risque d'atmosphère explosive de l'établissement.

En outre, dans les zones où peuvent apparaître de façon permanente ou semi-permanente des atmosphères explosives, les installations électriques doivent répondre aux dispositions des arrêtés ministériels du 8 juillet 2003 relatif à la protection des travailleurs susceptibles d'être exposés à une atmosphère explosive et du 28 juillet 2003 relatif aux conditions d'installation des matériels électriques dans les emplacements où des atmosphères explosives peuvent se présenter.

Les matériels et les canalisations électriques doivent être maintenus en bon état et protégés des corrosions et des chocs. Ils ne doivent pas être une cause possible d'inflammation et doivent être convenablement protégés contre les chocs, contre la propagation des flammes et contre l'action des produits présents dans la partie de l'installation en cause.

Des rapports de contrôle, effectués tous les ans par un organisme compétent, doivent être établis et doivent être mis à la disposition de l'inspection des installations classées.

Article 7.7. Protection contre les courants de circulation.

Les équipements métalliques (réservoirs, cuves, canalisations) doivent être mis à la terre conformément aux règlements et aux normes applicables, compte tenu notamment de la nature explosive ou inflammable des produits.

Est considéré comme "à la terre" tout équipement dont la résistance de mise à la terre est inférieure ou égale à 20 ohms.

Ces mises à la terre sont faites par des prises de terre particulières ou par des liaisons aux conducteurs de terre créées en vue de la protection des travailleurs par application du décret n° 88-1056 du 14 novembre 1988.

Des dispositions doivent être prises en vue de réduire les effets des courants de circulation.

Les courants de circulation volontairement créés (protection électrique destinée à éviter la corrosion, par exemple) ne doivent pas constituer des sources de danger.

Article 7.8. Protection contre la foudre.

La plate-forme de broyage de déchets verts est soumise aux dispositions de la section III (articles 16 à 23) de l'arrêté ministériel du 04 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation, dès lors qu'une agression par la foudre peut être à l'origine d'un événement susceptible de porter gravement atteinte, directement ou indirectement, aux intérêts mentionnés à l'article L511-1 du code de l'environnement.

Article 7.8.1. Étude préalable.

Une analyse du risque foudre (ARF) visant à protéger les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement est réalisée par un organisme compétent. Elle identifie les équipements et installations dont une protection doit être assurée.

L'analyse est basée sur une évaluation des risques réalisée conformément à la norme NF EN 62305-2, version de novembre 2006, ou à un guide technique reconnu par le ministre chargé des installations classées. Elle définit les niveaux de protection nécessaires aux installations. Cette analyse est systématiquement mise à jour à l'occasion de modifications substantielles au sens de l'article R. 512-33 du code de l'environnement et à chaque révision de l'étude de dangers ou pour toute modification des installations qui peut avoir des répercussions sur les données d'entrées de l'ARF.

En fonction des résultats de l'analyse du risque foudre, une étude technique est réalisée, par un organisme compétent, définissant précisément les mesures de prévention et les dispositifs de protection, le lieu de leur implantation ainsi que les modalités de leur vérification et de leur maintenance.

Une notice de vérification et de maintenance est rédigée lors de l'étude technique puis complétée, si besoin, après la réalisation des dispositifs de protection. Un carnet de bord est tenu par l'exploitant. Les chapitres qui y figurent sont rédigés lors de l'étude technique. Les systèmes de protection contre la foudre prévus dans l'étude technique sont conformes aux normes françaises ou à toute norme équivalente en vigueur dans un État membre de l'Union européenne.

Article 7.8.2. Mise en place et suivi des dispositifs de protection.

L'installation éventuelle des dispositifs de protection et la mise en place des mesures de prévention sont réalisées, par un organisme compétent, à l'issue de l'étude technique. Les dispositifs de protection et les mesures de prévention répondent aux exigences de l'étude technique.

L'installation des protections fait l'objet d'une vérification complète par un organisme compétent, distinct de l'installateur, au plus tard six mois après leur installation. Une vérification visuelle est réalisée annuellement par un organisme compétent. L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations fait l'objet d'une vérification complète tous les deux ans par un organisme compétent.

Toutes ces vérifications sont décrites dans une notice de vérification et de maintenance et sont réalisées conformément à la norme NF EN 62305-3, version de décembre 2006. Les agressions de la foudre sur le site sont enregistrées. En cas de coup de foudre enregistré, une vérification visuelle des dispositifs de protection concernés est réalisée, dans un délai maximum d'un mois, par un organisme compétent.

Si l'une de ces vérifications fait apparaître la nécessité d'une remise en état, celle-ci est réalisée dans un délai maximum d'un mois.

Article 7.8.3. Justification.

L'exploitant tient en permanence à disposition de l'inspection des installations classées l'analyse du risque foudre et le cas échéant l'étude technique, la notice de vérification et de maintenance, le carnet de bord et les rapports de vérifications.

Article 7.9. Moyen d'intervention en cas de sinistre.

L'installation doit être dotée de moyens de secours contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, notamment :

- d'un ou de plusieurs poteaux d'incendie normalisés dont un est implanté à 200 mètres au plus du risque,
- des extincteurs répartis à l'intérieur des locaux, sur les aires extérieures et les lieux présentant un risque spécifique, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction doivent être appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits stockés,
- d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours,
- de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours.

Ces matériels doivent être maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an.

ARTICLE 8. PREVENTION DE LA PROLIFERATION DES MOUCHES ET DES RONGEURS.

Toutes les dispositions sont prises pour éviter la prolifération des mouches, des rongeurs et insectes.

ARTICLE 9. AUTRES DISPOSITIONS.

Article 9.1. Délais.

Les prescriptions du présent arrêté sont applicables à l'établissement, dès sa notification.

Article 9.2. Inspection des installations.

Article 9.2.1. Inspection de l'administration.

L'exploitant doit se soumettre aux visites et inspections de l'établissement qui seront effectuées par les agents désignés à cet effet.

L'exploitant prend les dispositions nécessaires pour qu'en toute circonstance, et en particulier lorsque l'établissement est placé sous la responsabilité d'un cadre délégué, l'administration ou les services d'interventions extérieurs puissent disposer d'une assistance technique de l'exploitant et avoir communication d'informations disponibles dans l'établissement et utiles à leur intervention.

Article 9.2.2. Contrôles particuliers.

Indépendamment des contrôles explicitement prévus par le présent arrêté, l'inspecteur des installations classées peut demander que des contrôles sonores, des prélèvements (sur les rejets aqueux, sur les rejets atmosphériques, sur les sols, sur les sédiments ...) et des analyses soient effectués par un organisme reconnu compétent, et si nécessaire agréé à cet effet par le ministre de l'environnement, en vue de vérifier le respect des prescriptions d'un texte réglementaire pris au titre de la législation des installations classées. Les frais occasionnés sont supportés par l'exploitant.

Article 9.3. Cessation d'activité.

L'autorisation cesse de produire effet lorsque l'installation classées n'a pas été mise en service dans un délai de trois ans ou n'a pas été exploitée durant deux années consécutives, sauf cas de force majeure.

En cas de cessation d'activité, l'exploitant en informera M. le préfet, au minimum trois mois avant cette cessation et dans les formes définies aux articles R 512-39-1 à R 512-39-2 du code de l'environnement.

Il doit, par ailleurs, remettre le site de l'installation dans un état tel qu'il ne s'y manifeste aucun des dangers ou inconvénients mentionnés à l'article L 511-1 du code de l'environnement.

Conformément à l'article R 512-39-1-II du code de l'environnement cette notification doit préciser les mesures prises ou prévues pour assurer la mise en sécurité du site.

Ces mesures doivent notamment comprendre :

- l'évacuation ou l'élimination des produits dangereux ainsi que des déchets présents sur le site ;
- des interdictions ou limitations d'accès au site ;
- la suppression des risques d'incendie et d'explosion ;
- la surveillance des effets de l'installation sur son environnement.

Les conditions de réhabilitation du site en fonction de son usage futur seront définies conformément aux articles R 512-39-2 à R 512-39-4 du code de l'environnement.

Article 9.4. Taxes et redevances.

Article 9.4.1. Taxe unique.

En application de l'article L 151.1 du titre V du livre 1^{er} du code de l'environnement, il est perçu une taxe unique lors de la délivrance de toute autorisation d'exploitation d'une installation classée pour la protection de l'environnement.

Article 9.4.2. Redevance annuelle.

En application de l'article L 151-1 du titre V du livre 1^{er} du code de l'environnement, il est perçu une redevance annuelle dont la liste et les coefficients de redevance sont fixés par décret.

Article 9.5. Évolution des conditions de l'autorisation.

Indépendamment des prescriptions figurant dans le présent arrêté, l'exploitant doit se conformer à toutes celles que l'administration pourra juger utile de lui prescrire ultérieurement, s'il y a lieu, en raison des dangers ou inconvénients que son exploitation pourrait présenter pour la commodité du voisinage, pour la santé, la sécurité, la salubrité publique, pour l'agriculture, pour la protection de l'environnement et pour la conservation des sites et monuments.

Article 9.6. Affichage et communication des conditions d'autorisation.

En vue de l'information des tiers :

- une copie du présent arrêté est déposée auprès de la mairie de Vauvert et pourra y être consultée,

- un extrait de cet arrêté énumérant notamment les prescriptions auxquelles l'installation est soumise est affiché pendant une durée minimum d'un mois dans cette mairie.

Ce même extrait doit être affiché en permanence de façon visible dans l'établissement par les soins du bénéficiaire.

Un avis au public est inséré par les soins du préfet et aux frais de l'exploitant dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans tout le département.

ARTICLE 10. - COPIES.

Madame la Secrétaire Générale de la préfecture du Gard, Monsieur le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement du Languedoc-Roussillon, inspecteur des installations classées, et Monsieur le Maire de Vauvert, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie est notifiée à l'exploitant, ainsi qu'aux conseils municipaux des communes de Beauvoisin, Vestric-et-Candiac et Vergèze.

Le Préfet du Gard,

Nîmes, le

Recours : La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente (Tribunal administratif de NIMES) conformément aux dispositions des articles L.514-6 et R514-3-1 du titre 1er du livre V du code de l'environnement, relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement.

Établi par l'Inspecteur des installations classées,

A Nîmes, le 1er février 2012


Daniel BAUDOIN

Proposé par le chef de subdivision

A Nîmes, le 1er février 2012


Philippe NICOLET

SOMMAIRE

Table des matières

Article 1. PORTEE DE L'AUTORISATION.....	2
Article 1.1. Bénéficiaire.....	2
Article 1.2. Autres réglementations.....	2
Article 1.3. Consistance des installations autorisées.....	2
Article 1.4. Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées.....	3
Article 1.5. Liste des déchets admis sur le site.....	3
Article 1.5.1. Plate-forme de broyage.....	3
Article 1.5.2. Déchetterie.....	3
Article 1.6. Conformité aux plans et données du dossier - Modifications.....	3
Article 1.7. Réglementation des installations soumises à déclaration.....	4
Article 1.8. Réglementations particulières.....	4
Article 1.9. Installations exploitées ne relevant pas de la nomenclature des installations classées.....	5
Article 1.10. Annulation.....	5
Article 2. CONDITIONS D'AMENAGEMENT ET D'EXPLOITATION.....	5
Article 2.1. Conditions générales.....	5
Article 2.1.1. Objectifs généraux.....	5
Article 2.1.2. La fonction sécurité-environnement.....	5
Article 2.1.3. Conception et aménagement de l'établissement.....	5
Article 2.1.4. Clôtures.....	6
Article 2.1.5. Intégration dans le paysage.....	6
Article 2.1.6. Contrôle des accès.....	6
Article 2.1.7. voies et aires de circulation.....	6
Article 2.1.8. Dispositions diverses.....	6
Article 2.1.9. Surveillance des installations.....	6
Article 2.1.10. Entretien de l'établissement.....	7
Article 2.1.11. Efficacité énergétique.....	7
Article 2.1.12. Équipements abandonnés.....	7
Article 2.1.13. Réserves de produits.....	7
Article 2.2. Accueil et Stockage des déchets ménagers spéciaux.....	7
Article 2.2.1. Comportement au feu du bâtiment de stockage.....	7
Article 2.2.2. Ventilation.....	7
Article 2.2.3. Matériel électrique de sécurité.....	7
Article 2.2.4. Apport des déchets ménagers spéciaux.....	7
Article 2.2.5. Conditions d'exploitation.....	8
Article 2.3. Conditions d'aménagement et d'exploitation de la déchetterie.....	8
Article 2.4. Conditions d'aménagement et d'exploitation de la plateforme de stockage et de broyage des déchets verts.....	9
Article 2.5. Organisation de l'établissement.....	9
Article 2.5.1. L'organisation de la sécurité et de la protection de l'environnement.....	9

Article 2.5.2. Formation et information du personnel.....	9
Article 2.5.3. Connaissance des produits – Étiquetage.....	9
Article 2.5.4. Matières sortantes de l'installation.....	9
Article 2.5.5. Registre.....	9
Article 2.6. Consignes d'exploitation.....	9
Article 2.7. Étude des dangers.....	10
Article 2.8. État des stocks de produits dangereux ou combustibles.....	10
Article 3. PROTECTION DES RESSOURCES EN EAU.....	10
Article 3.1. Principes généraux.....	10
Article 3.2. Prélèvement et consommation en eaux.....	10
Article 3.3. Réseau de collecte.....	10
Article 3.4. Eaux usées domestiques.....	11
Article 3.5. Eaux pluviales.....	11
Article 3.6. Maintenance des débourbeurs séparateurs d'hydrocarbures.....	11
Article 3.7. Compensation à l'imperméabilisation.....	11
Article 3.8. Canalisations de collecte des effluents et schéma de circulation eaux.....	11
Article 3.9. Réglementation des rejets.....	11
Article 3.9.1. Points de rejet.....	11
Article 3.9.2. Rejets.....	11
Article 3.9.3. Dispositif de rejet.....	12
Article 3.9.4. Contrôle des rejets.....	12
Article 3.10. Prévention des pollutions accidentelles.....	12
Article 3.10.1. Rétention des aires et locaux de travail.....	12
Article 3.10.1.1. Cuvettes de rétention.....	12
Article 3.11. Confinement des eaux d'extinction de la plate-forme de stockage et broyage des déchets verts.....	12
Article 4. PREVENTION DES POLLUTIONS ATMOSPHERIQUES.....	13
Article 4.1. Principes généraux.....	13
Article 4.2. Combustion à l'air libre.....	13
Article 4.3. Prévention des émissions de poussières.....	13
Article 4.4. Prévention des envois de papiers et plastiques.....	13
Article 4.5. Prévention des odeurs.....	13
Article 5. ELIMINATION DES DECHETS INTERNES.....	13
Article 5.1. Déchets produits par l'installation.....	13
Article 5.2. Gestion générale des déchets.....	14
Article 5.3. Stockage des déchets.....	14
Article 5.4. Élimination des déchets.....	14
Article 5.4.1. Déchets non dangereux.....	14
Article 5.4.2. Déchets dangereux.....	14
Article 5.4.3. Huiles usagées.....	14
Article 5.4.4. Suivi de la production et de l'élimination des déchets dangereux.....	14
Article 6. PREVENTION DES BRUITS ET VIBRATIONS.....	14
Article 6.1. Principes généraux.....	14
Article 6.2. Véhicules et engins de chantier.....	15

Article 6.3.Vibrations.....	15
Article 6.4.Aménagement du site.....	15
Article 6.5.Limitation des niveaux de bruit.....	15
Article 6.5.1.Valeurs limites de bruit.....	15
Article 6.5.2.Contrôle des niveaux sonores.....	15
Article 7.PREVENTION DES RISQUES D'INCENDIE ET D'EXPLOSION.....	15
Article 7.1.Principes généraux.....	15
Article 7.2.Information de l'inspection des installations classées.....	16
Article 7.3.Règles générales d'exploitation.....	16
Article 7.3.1.Interdiction des feux.....	16
Article 7.3.2.Travaux d'entretien et de maintenance.....	16
Article 7.4.Contenu du « permis d'intervention » ou « permis de feu ».....	16
Article 7.5.Consignes de sécurité.....	16
Article 7.6.Matériel électrique.....	17
Article 7.7.Protection contre les courants de circulation.....	17
Article 7.8.Protection contre la foudre.....	17
Article 7.8.1.Étude préalable.....	17
Article 7.8.2.Mise en place et suivi des dispositifs de protection.....	18
Article 7.8.3.Justification.....	18
Article 7.9.Moyen d'intervention en cas de sinistre.....	18
Article 8.PREVENTION DE LA PROLIFERATION DES MOUCHES ET DES RONGEURS.....	18
Article 9.AUTRES DISPOSITIONS.....	18
Article 9.1.Délais.....	18
Article 9.2.Inspection des installations.....	19
Article 9.2.1.Inspection de l'administration.....	19
Article 9.2.2.Contrôles particuliers.....	19
Article 9.3.Cessation d'activité.....	19
Article 9.4.Taxes et redevances.....	19
Article 9.4.1.Taxe unique.....	19
Article 9.4.2.Redevance annuelle.....	19
Article 9.5.Évolution des conditions de l'autorisation.....	19
Article 9.6.Affichage et communication des conditions d'autorisation.....	19
Article 10.- COPIES.....	20

